

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200507-l-afrique-post-covid-19-la-grande-transition>

L'Afrique post-Covid-19: la grande transition

Dans une tribune que nous publions, Achille Mbembe, professeur d'histoire et de sciences politiques à l'université sud-africaine du Witwatersrand, appelle l'Afrique à « une grande transition » à la fois sociale, économique et politique afin d'assurer sa survie et la sécurité de ses habitants.

*Cette tribune – ainsi que d'autres points de vue d'experts, penseurs, artistes ou sportifs – est publiée dans le cadre de journées spéciales « **Après le Covid-19, un nouveau monde ?** », les 8, 9 et 10 mai, sur les antennes radio et numérique de RFI.*

À l'heure où nous sommes, nul ne peut dire avec exactitude comment finira cette tragédie. Ce qui va en sortir est encore plus flou. L'incertitude nonobstant, on sait au moins une chose.

C'est un autre ordonnancement du monde et d'autres rapports de force qui se mettent en place. D'autres failles géopolitiques vont bientôt se cristalliser. L'Afrique doit organiser au plus vite une « grande transition » si elle veut assurer sa survie, sa sécurité et la prospérité de ses habitants.

Encore faut-il comprendre que le drame en cours est plus qu'une crise sanitaire. Cela fait en effet très longtemps que maints chercheurs, scientifiques et autres voix autorisées ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. L'humanité a atteint un seuil critique, et la planète est à la veille d'un dérèglement majeur.

Ce dérèglement, n'ont-ils cessé de prédire, ne sera pas une simple crise, semblable à celles que l'on a connues auparavant. Il risque de prendre les allures d'une panne sèche, car ce qui désormais est en péril, c'est l'équilibre des processus naturels de la planète.

Et voilà que nous y sommes. Ou presque.

Au cours des semaines de confinement, nous avons eu le loisir de le constater : ce sont les moteurs du monde eux-mêmes qui sont cette fois-ci touchés. Ces moteurs, ce ne sont pas seulement les usines et les factoreries, les infrastructures et la logistique, bref l'économie abstraite à laquelle il faut opposer les vivants. Ce sont d'abord les êtres

humains, la population humaine. Mais c'est aussi l'ensemble de la biosphère, des espèces vivantes aux métaux de toutes sortes, des forêts aux océans, des pathogènes à toutes sortes de microbes. Ce sont tous ces moteurs de la vie, à commencer par l'air que nous respirons, dont les clignotants sont au rouge.

Le plus grave, sans doute, c'est la rapidité avec laquelle l'humanité est en train de détruire la couche d'ozone. C'est la concentration, dans l'atmosphère, de dioxyde de carbone, d'oxyde nitreux, de méthane. Et que dire des poussières extrêmement ténues, des rejets de gaz toxiques, des substances invisibles, des fines granulations et particules de toutes sortes ? Bientôt, il y aura plus de gaz carbonique dans l'air que d'oxygène.

Pour ce qui concerne l'Afrique en particulier, c'est la déplétion des stocks de pêche, la dégradation des mangroves, la hausse des flux de nitrate et l'altération des zones côtières. C'est aussi le bradage des forêts, l'épandage agricole, l'artificialisation des sols, la perte des espèces rares, bref, la destruction de la biosphère.

Rien de tout ceci n'est le fait du hasard. Au contraire, c'est l'aboutissement inéluctable d'un modèle d'extraction et de gaspillage des richesses de la Terre qui ne survit que grâce à la combustion constante et ininterrompue de carburants fossiles, dans un dispositif technique et industriel planétaire fait d'interconnexions mondialisées.

Or, l'humanité ne survivra pas si elle continue de fonctionner sur la base d'une combustion continue de masses gigantesques d'énergie qu'il faut de plus en plus aller chercher dans les entrailles de la Terre. Un tel modèle n'a qu'une seule finalité, à savoir une artificialisation accrue de l'existence. Le virus n'est qu'un symptôme de cette course folle vers le néant.

Il nous faut donc marquer une pause, ouvrir les yeux, nous laisser secouer et prendre de la distance. Demain ne saurait être simplement une répétition d'hier. Ce dont l'Afrique a besoin, c'est d'une « grande transition ».

Il faut s'attaquer radicalement à la logique sociale, politique et économique de l'extraction et de la prédation. La prospérité n'est pas synonyme de ponction indéfinie des corps humains et des richesses matérielles. Elle est affaire de qualité des liens sociaux, de sobriété et de simplicité.

L'impératif aujourd'hui est à la décélération et à la désaddiction. Un tel programme suppose que nous élaborions ensemble, à petite échelle, des actions de relocalisation de l'économie. Cette nouvelle économie doit être orientée vers les besoins locaux, ceux de

première nécessité. Car, c'est à travers la satisfaction des besoins de première nécessité que nous restaurerons à tous la dignité perdue. Réhabiliter la localité exige, de son côté, de soutenir les pratiques de résilience territorialisées dont regorge le continent.

L'Afrique a développé, notamment depuis le XIXe siècle, des formes hybrides d'organisation, qu'il s'agisse de la production ou des échanges. Cela n'est pas une faiblesse, mais plutôt une force.

Dans une large mesure, elle a échappé à la domination totale aussi bien par le capital que par l'État, deux formes modernes et puissantes qu'elle n'aura eu de cesse de mettre en échec.

Il faut par conséquent revenir aux communautés et à leurs institutions, à leurs mémoires et à leurs savoirs, leur intelligence collective. Il faut en particulier apprendre de la manière dont elles distribuaient autrefois, et encore de nos jours, les ressources nécessaires à l'autoreproduction humaine.

Car, à côté de la société officielle, faite de hiérarchies internes, bienveillantes ou prédatrices, et résultat de la colonisation, ont toujours existé des sociétés de pairs. Dans ces espaces du commun et de l'en-commun, les ressources sont gérées de manière participative, par le biais de systèmes contributifs ouverts, qui ne se limitent pas à l'impôt.

Ces sociétés de pairs sont régies par le double principe de la mutualité et de la négociation sociale. Que dire, par exemple, des multiples associations à bénéfice social ? L'économie dite informelle montre que beaucoup sont habités par le désir de créer quelque chose qui soit directement utile à ceux qui contribuent. Ils gagnent ainsi leur vie en produisant de la valeur ajoutée pour le marché. Par-delà l'échange, c'est donc le développement de communautés productives qu'il importe de favoriser.

L'Afrique doit rentrer, de son propre gré, dans une « grande transition ». L'objectif de cette transition serait de créer les conditions de renforcement de l'investissement sociétal. Il faut reconfigurer l'équilibre entre le marché et l'État, puis l'État et la société, dans la perspective de la mutualisation. Pendant très longtemps, l'État a été et est encore dominé par une classe de prédateurs qui utilisent leurs positions de pouvoir au sein de la bureaucratie pour maximiser des profits personnels. Dans sa formule actuelle, l'État ne réinvestit guère dans l'entretien et le renforcement des capacités génératives des communautés.

Il faut sortir d'une relation exclusivement extractive et prédatrice avec l'État et imaginer une relation générative, celle qui enrichit le social. Ce rééquilibrage doit se faire en faveur de toutes les couches productives de la société, au détriment des couches bureaucratiques et de la force armée formelle ou informelle. En d'autres termes, la parole, l'argument et la persuasion doivent remplacer la force.

Afin d'inverser le rapport de force au bénéfice des couches productives de la société et aux dépens des chercheurs de rente, il est possible de s'appuyer sur les capacités généralisées de communication libérée par les nouvelles technologies et sur le médium universel du numérique, à condition que cet instrument serve à accroître les facultés critiques et les capacités d'auto-organisation, ainsi que les capacités de créer et de redistribuer de la valeur.

Enfin, gouverner, c'est désormais veiller, dans nos environnements écologiques, à l'interaction la plus harmonieuse possible entre tous les vivants. Telle doit être la base de refondation d'un nouveau contrat qui ne serait pas seulement social, mais qui impliquerait les autres habitants non-humains de la planète, les individus autant que les espèces.

Dans une large mesure, c'est l'idée même de souveraineté qu'il faudrait réinventer. Le biotope (ou encore l'écosystème) devrait désormais être le souverain en dernière instance. C'était, au demeurant, le cas dans les sociétés africaines précoloniales.

Le gouvernement des humains consistait à assurer constamment l'équilibre du biotope. Les sociétés humaines étaient celles qui savaient accueillir tous les autres environnements. Là où ils existaient, la fonction première des États était d'assurer la couverture sociale des populations, notamment face aux crises et aux risques de tout genre.

La crise à laquelle nous faisons face n'est pas seulement sanitaire, mais c'est le symptôme d'une crise de civilisation (...) j'en appelle à une grande transition en Afrique.

Achille Mbembe, professeur à l'université Witwatersrand de Johannesburg

+ Achille Mbembe :

“Une vie bonne, c’est une vie vécue avec les autres. Je ne partage pas seulement une commune identité terrienne avec les autres humains, mais je suis aussi inscrit, avec eux, dans une communauté de destin dans l’univers, celui qui consiste à vivre pour l’autre dont la vie impacte ma propre vie. Comme telle, la communauté de destin induit la conscience d’une coappartenance à une communauté éthique qui engage à la solidarité, à la justice et à la responsabilité vis-à-vis de l’humain, de la Cité et de la biosphère. Notre exposition commune aux menaces, à la précarité et à la perte constitue le terrain partagé d’une égalité potentielle et nos obligations réciproques de produire ensemble les conditions de vie vivables pour tous dans une terre qui n’est ni soumise à la domination d’oligarchies, ni aspirée par « l’impérialisme du marché ». Pourquoi, dès lors, ne pas repenser l’humanisme comme pilier de la politique pour une vie bonne ? L’humanisme désigne ce qui doit être accompli de bien et de juste pour tous les humains et pour tout un chacun afin de garantir la fonction du vivre-ensemble sur la Terre : la pérennité de l’homme et de la vie”.

Achille Mbembe, professor at the University of the Witwatersrand in Johannesburg